

Alerte OTAN !

Bulletin trimestriel du Comité de surveillance OTAN,
n° 4, février 2001

Secrétariat : Rue de Dublin, 31 1050 Bruxelles

adresse électronique : csotan@caramail.com

tél & fax :

CCP n° 000-08

Editorial

L'utilisation de l'uranium appauvri dans les armes et munitions fait partie des moyens mis en œuvre ou étudiés par l'état-major de la plus grande nation de l'histoire qu'est l'OTAN. C'est pourquoi le Comité Surveillance OTAN veut dénoncer les méfaits de l'uranium appauvri et les dangers qu'il fait courir à l'OTAN qu'aux populations civiles des régions bombardées et du monde entier. Le Comité s'est donc associé à diverses ONG pour fonder la "Coalition pour l'abolition de l'uranium appauvri" et prépare activement la première manifestation publique. Une importante conférence qui aura lieu le 1er mars à l'ULB. Le CSO développera largement les enjeux de l'utilisation de ce métal hautement toxique dans les armes de l'Otan".

Nous ne pouvons nous satisfaire de la position minimaliste du Parlement européen qui se contente de demander un moratoire sur l'utilisation des armes à uranium appauvri, alors que l'interdiction et leur abolition pure et simple auraient pu se justifier. Le Parlement européen votait l'interdiction, l'OTAN ne serait nullement compétent dans ces pouvoirs de décision sont au-dessus des lois de ses membres et que la Maison Blanche y a bien plus de poids que toutes les résolutions parlementaires.

En ce qui concerne la Belgique, le moratoire signifie moins encore, puisqu'elle n'a aucun pouvoir sur la fabrication, la vente et l'utilisation de ces armes. Il est important qu'il se prononce enfin sur la présence de bombes nucléaires à la base de Brogel dans le Limbourg. Pour avoir des informations officielles sur le "retour à l'expéditeur (américain)" de cet arsenal équivalent à plusieurs milliers de tonnes, le CSO participe à la mobilisation pour l'inspection de la base le 16 avril.

Mais ce ne sont malheureusement pas les seuls points d'actualité concernant l'arrivée de l'administration Bush à la tête des Etats-Unis, les pressions vont encore s'intensifier pour qu'elle se soumette à la logique des intérêts américains sous-tend la stratégie de l'OTAN. Malgré le changement de gouvernement, les pays du bloc occidental continuent à s'ingérer dans les affaires intérieures des autres. La simple évocation de dommages de guerre à ceux qu'ils ont bombardés avec des avions de croisière, de mines à fragmentation et d'uranium appauvri pendant plus de cinquante ans, ceci ne donne que plus de ressort aux activités du Comité de surveillance OTAN. L'opinion publique auprès du public emprunte une courbe résolument ascendante.

URANIUM : les victimes parlent

Le CSO et la Coalition pour l'abolition des armes à l'uranium appauvri importante conférence le 1er mars à 19 heures à l'Université libre de Bruxelles Paul-Emile Janson, avenue Roosevelt à 1050 Bruxelles (trams 23, 90, 94)

Les armées de l'OTAN, en particulier américaine et britannique, ont toujours cherché à cacher la vérité sur les méfaits de l'uranium appauvri et d'isoler les victimes. Il est présent de rassembler ces victimes et d'exiger justice. Dans la capitale un débat exceptionnel donnera la parole à :

Soldats et civils contaminés :

BELGIQUE : Guido FLEURACKERS, Marc De CEULAER (syndicat SFLP)

FRANCE : Hervé DESPLAT (fondateur de l'Association de défense Avigolfe)

GRANDE-BRETAGNE : Ray BRISTOW (National Gulf Veterans and Families Ass)

PAYS-BAS : Louis BERTHOLET (Bijlmermeer, rescapé du crash El-Al à Amsterd)

ESPAGNE : Patricia Rodriguez (au nom d'un soldat décédé)

BOSNIE : Manoila GALINEA et Zelko SAMADZIC

Experts et médecins :

BOSNIE : Dr. Bozidar STAVROVIC, Dr. Dragutin ILIC

YOUGOSLAVIE : Dr. Snezana PAVLOVIC (physicienne nucléaire)

IRAK : Un expert scientifique

BELGIQUE : Pr. Pierre PIERART (biologiste), Luc MAMPAEY (GRIP)

ALLEMAGNE : Gina MERTENS (physicienne)

ITALIE : Angelo BARACCA

Journalistes d'investigation :

FRANCE: Christine ABDELKRIM-DELANNE (auteure de la guerre propre)

BELGIQUE : Marleen TEUGELS (Knack), Frédéric LOORE (auteur d'uranium appauvri : guerre invisible)

U.S.A. : Paddy COLLIGAN (International Action Centre, auteur of Dishonour)

P.A.F. 250 BEF, sauf chômeurs, étudiants et pensionnés 150 BEF

En prévente : respectivement 200 et 100 BEF

Informations et prévente : tél. 02 511.63.10, adresse électronique :
Abolition.ua@caramail.com

L'usage de l'uranium appauvri est un crime contre l'humanité

L'uranium appauvri (UA) est un métal quasi pur constitué de 99,8 % d'uranium d'uranium 235. Il constitue, à l'état de fines particules susceptibles (métal) ou une substance (oxyde d'uranium) doublement toxique, d'abord en tant que métal lourd (comparable au plomb) et ensuite sur le plan radi

qu'émetteur de particules alpha.

Cet uranium appauvri, plus ou moins acceptable à l'état de métal compact pulvérisation et oxydation, comparable à un gaz toxique comme l'ypérite Flandres pendant la guerre 14-18. L'UA provoque des lésions irréversibles poumons, du foie, des reins et des os. En outre, les poussières d'UA ir source de radiations ionisantes fortement cancérigènes pour les cellule rayons alpha peuvent être des dizaines de fois plus destructeurs que le Contrairement aux pollutions chimiques temporaires causées par les bomb contamination par l'uranium persiste pendant des dizaines d'années. On présumer que les vaccins douteux injectés aux militaires auront des eff que l'UA (selon le Service de Santé de l'armée, les militaires belges r

L'usage délibéré de ce type de munition sur le champ de bataille consti guerre car l'UA, à l'instar d'une arme chimique, provoque chez le militi dommages irréparables qui "aggravent inutilement la souffrance des homm combat" (Déclaration de St.-Petersbourg de 1868). Il devient urgent qu penchent sur cette question afin de confirmer s'il y a bien crime de gu

L'usage de l'uranium appauvri est très probablement un crime contre l'l dispersion des poussières sur des dizaines de kms² en fait une arme nor affecte directement les civils et l'environnement.

Depuis de très nombreuses années, les armées américaine et britannique perforateurs d'UA lors d'exercices de tir d'artillerie au cours de mano régions, non seulement sur le territoire national mais aussi à l'étranc Allemagne,...). Des tonnes de particules toxiques d'UA ont été dispersées en Arabie Saoudite, en Bosnie, en Serbie, au Monténégro et au Kosovo ma avertissements de certains responsables du Service de Santé de l'Armée des dizaines de soldats américains ont été tués et blessés par des tirs appauvri. Des membres du Service de Santé ont même été gravement contan soins apportés, sans précautions pour le personnel soignant, aux blessé lui-même constitue une preuve de la dangerosité de l'UA.

L'uranium appauvri affecte principalement l'environnement et donc les c dans les régions désertiques où le vent agit directement sur la dispers taux de leucémies et de cancers ont augmenté dans le sud de l'Irak (Bas significative. Les ordres de grandeur varient largement et dépassent de 300%. On dispose de très peu d'informations concernant la Bosnie bien c cancéreuses y soient en augmentation, selon les médecins qui se sont ré Kosovo plusieurs tonnes de particules contaminent la partie méridionale journalistes ont vu des enfants jouer sur les chars serbes endommagés e contaminés. Aucun périmètre de protection n'avait été prévu, ni par les par les missions humanitaires, ni par les responsables de l'OSCE, bien unités militaires le port du masque à gaz ait été de rigueur dans certa

Il semble donc que l'usage de l'uranium appauvri constitue un crime cor prend en compte son caractère non discriminatoire et environnemental ai

des habitants et de leurs descendants.

L'OTAN refuse la proposition de moratoire faite par le président de l'UE craignant que l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), chargée de la question, se retranche prudemment derrière des considérations favorables à l'uranium. Ces organismes internationaux se contenteront d'avis techniques et de considérations de Droit international et encore moins dans le concept de l'humanité. Comment aurait réagi le monde occidental si Saddam Hussein avait lancé des missiles chargés d'aérosols de déchets nucléaires en Israël? Il aurait commis un crime contre l'humanité. Les Anglais ont échappé à cette condamnation en ayant déversé, à titre expérimental, des centaines de kilos de plutonium sur les aborigènes australiens. Il en fut de même pour les Américains après Hiroshima.

Aujourd'hui de nombreux pays possèdent des munitions à UA. Selon certains pays se seraient procurés ce type d'arme dont certainement la Grande-Bretagne et plusieurs autres membres de l'OTAN. Si ces pays devaient persister à ne pas acheter de munitions, ils deviendraient automatiquement des criminels de guerre et de l'humanité, en puissance. Le gouvernement belge, à l'époque du Ministre Poncelet, aurait refusé l'achat d'obus à UA. Monsieur Flahaut pourrait-il confirmer ces déclarations écrites de son prédécesseur? Que feraient nos militaires, en cas de guerre déclenchée par l'OTAN, si le commandement intégré américain donne l'ordre d'utiliser ce type d'arme? Le Ministre répondra-t-il qu'il observera le droit international en cas de conflits? Dans ce cas, vu le vide juridique, nos militaires exécuteront sans doute de complices de crimes de guerre (selon le tribunal de Nuremberg) en oubliant le droit international qui régit la protection de l'environnement.

Le problème de l'UA n'est pas une question d'opinion publique mais bien une question de droit d'environnement et de droit des conflits armés. Nier la double toxicité de l'uranium, c'est de la escroquerie scientifique.

Pierre Pié

(adresse électronique : pierre.pierart@umh.ac.be Tél./fax: +32 3 718 34 34)

L'uranium et les risques d'un débat apaisé

A la manière d'un serial killer imaginé par un méchant scénariste, les soldats américains, aux USA, en Italie, en France, en Belgique, au Portugal, de retour de missions militaires ayant servi dans les récentes expéditions de l'OTAN, commencent à générer une vague d'inquiétude sur les risques, présents et à venir, dérivés de la présence d'uranium dans la composition des armes employées. En quelque sorte, la collatérale de la guerre reprend l'expression chère à Monsieur Shea, élargit encore ses horizons.

Ainsi, pour une fois, la météo médiatique est en train de souffler dans le sens des stratégies de la néo-géopolitique mondialisée, et ce malgré tous les efforts.

leurs services pour distraire ou banaliser la gravité de l'enjeu. Ceci que nous vivons une époque dont le sentiment d'assurance sanitaire est commandements : « touche pas à ma santé » (y compris dans l'usage des c semble être le mot d'ordre de notre temps, et voilà qu'une nouvelle inc l'Europe.

Inquiétude qui tend à mobiliser l'opinion avec, comme axe de réflexion question de l'usage de ces matières dangereuses et de la légitimité de cette approche risque de cacher l'essentiel du débat, le limitant à une technique sur la gestion de l'apport technologique dans les opérations vrai débat est ailleurs.

En effet, si l'on devait suivre la logique de ces prémisses, on risquer l'intervention des alliés en Irak ou de l'OTAN en Yougoslavie eut emplc 238, des métaux propres, ni radioactifs ni toxiques, alors il n'y aurait questionner. Et peut être même pas de débat en vue.

Or le réel problème de ces interventions ne se trouve pas dans le choix technologie, de tel ou tel type d'armement. Il se trouve dans le choix bien déterminée qui est à l'origine de ces interventions militaires. Pa lors d'un débat ce 17 janvier au Parlement européen à Strasbourg, à un Javier Solana, ancien patron de l'OTAN, architecte ad hominus de ces ir aujourd'hui dessinateur de la nouvelle géopolitique pan-européenne, de leur place et ses interlocuteurs face à leurs responsabilités. Invité p s'expliquer sur l'usage de l'uranium appauvri, notre important personne vous-mêmes, dans cette salle, qui m'aviez pressé d'agir », laissant ent pressions, lui ou son administration n'avaient pas eu de temps de s'occ de réviser les détails techniques de l'armement utilise, de faire le cc fournir.

Merci donc à don Javier de situer les vrais termes du débat. Merci de r n'est tant celui de juger sur les instruments d'un crime mais sur le cr motivations. Parce qu'à quoi bon assurer, pour l'avenir, que les fusées que les projectiles ne soient plus en mesure de dégager des poussières nettoyage de ces instruments ne les empêchent pas d'accomplir le sale c

Bien sur qu'il incombe aux résistants à la nouvelle hégémonie de dénonc additionnel qu'implique l'absence de toute précaution dans l'emploi de Mais, surtout, qu'ils ne laissent pas tomber dans l'oubli le fait que l le sol balkanique n'ont pas laissé que des restes d'uranium. Ils ont, s de la fin du système des Nations Unies et des mécanismes de protection de sécurité. Ils ont porté atteinte à la prééminence ou, pour le moins, parlements nationaux dans les grandes et graves décisions touchant aux maintien de la paix et de la guerre, ils ont démoli les options de négc profit d'une logique d'agression et d'arrogance militaire. Qu'ils n'ouk interventions ont érigé l'imposture en credo et praxis : sous prétexte humanitaires, on a mis en œuvre des visés géopolitiques, dont des pays

conséquences.

Les faits de l'agression contre la Yougoslavie sont peut être encore trop récents pour qu'on puisse vraiment calibrer sa réelle gravité. Mais on peut attribuer d'erreur à ce que le monde a connu au printemps 99, une certaine symétrie que l'Europe - et le monde - vécurent en 1936 lors de la guerre civile préface d'un nouveau modèle de gestion des conflits, l'avènement de nous avec toutes les séquelles que le monde a connues. En ce sens, le cri de l'11 septembre d'avril 99 mérite toute notre attention : il annonçait le début d'un nouveau monde post-démocratique et dénonçait, que par ses procédés, l'Occident était en train de vivre avec l'hypocrisie en plus, les comportements stalinien et nazis.

Il ne s'agit nullement pour ce chroniqueur de chercher une personnalisation de la responsabilité, il se fait qu'au-delà de la nature et de l'évaluation de ses services et de ses réalisations et son itinéraire, semble bien illustrer (ainsi que, par exemple, par Fischer ou Daniel Cohn-Bendit), un certain désordre moral qui caractérise l'Occident. Parce que l'ancien militant anti-OTAN de ses années de fac, chargé d'acquiescer à la vente de missiles de la même entité quelques années plus tard, a eu bien une part à jouer dans l'inspiration et l'exécution de l'ensemble des dégâts mentionnés ci-dessus. Le problème, si l'on devait résumer, n'est peut-être pas le syndrome des Balkans mais le syndrome Solana.

Vladimir Ca

Yougoslavie : normalisation ?

On pourrait épiloguer longuement sur le rôle joué par l'Occident dans la normalisation qui s'est opérée à Belgrade durant les derniers mois du siècle passé. En l'absence de sanctions économiques et autres, en la bombardant pendant 78 jours, en libérant des milliards de dollars et d'euros l'opposition à Milosevic, le bloc occidental a pesé sur la décision de l'accession mouvementée de Vojislav Kostunica à la présidence yougoslave. C'est l'écrasante de l' « Opposition démocratiques de Serbie » aux législatives.

Certains en ont conclu que Belgrade allait rapidement rentrer dans le rang des candidats à l'élargissement de l'OTAN ou de l'UE, tandis que d'autres y voient le dernier obstacle à une ère de paix et de stabilité dans les Balkans. Il est difficile de connaître la région que de croire qu'un changement d'équipe gouvernementale modifiera radicalement le cours des événements.

Plusieurs problèmes sont loin d'être réglés et ramèneront, au moins spécifiquement, la Yougoslavie sous les projecteurs des médias.

Presevo

Dans le sud-est de la Serbie, entre le Kosovo et la Macédoine, la vallée de Presevo a une majorité d'albanophones connaît depuis la mise sous tutelle du Kosovo c

instigués par une guérilla composée d'anciens membres de l'UCK (Armée du Kosovo). Agissant avec impunité dans une zone tampon démilitarisée de la Serbie, imposée pour arrêter les bombardements de 1999, cette format rattachement de la vallée au Kosovo, étape ultérieure du projet de « Gr commencent à craindre même les stratèges de l'OTAN. Pendant une année, en charge du secteur du Kosovo adjacent à la vallée ont fermé les yeux Kalashnikov, de mortiers et d'hommes qui allaient faire le coup de feu légèrement armée, seule autorisée à patrouiller dans la zone tampon. Mais Kostunica a accédé à la présidence, et après que les rebelles aient int pour tester le nouveau pouvoir, les troupes de l'OTAN ont adopté une attitude ferme, saisissant des armes, emprisonnant quelques dizaines de « guérill même le feu de ceux qui étaient leurs « frères d'armes » et autres « li plus tôt. Notons que, selon le même schéma, la situation se dégrade également le nord-ouest et la moitié de la capitale Skopje sont peuplés quasiment d'albanophones. Après des élections municipales marquées par de graves fraudes, passées sous silence par nos médias pour ne pas assombrir la v soutenus par l'Occident, les attentats se multiplient, surtout contre la garde-frontières.

Kosovo

La seule bonne nouvelle qui soit venue de la province méridionale serbe protectorat occidental est celle du départ de Bernard Kouchner et son r l'ancien ministre danois Hans Haekkerup à la tête de l'administration c doctor préféré de Washington a laissé derrière lui un territoire devenu européenne des trafics de jeunes filles, héroïne, armes et voitures vol plus de la moitié des membres de minorités et où les populations slaves reléguées dans de misérables bantoustans gardés par les troupes de l'OT Celles-ci ont initialement toléré, voire encouragé, le nettoyage ethnique rappelons-nous les soldats allemands défilant bras dessus, bras dessous l'UCK à Prizren, ou la devise du général britannique Jackson, premier c KFOR, « moins de Serbes, c'est moins de problèmes ». Aujourd'hui, l'OT continuent à s'opposer au retour de près de 300.000 Roms, Serbes et aut prétextant que leur sécurité ne peut être assurée. Ce sont pourtant ces sont tenues, selon l'accord de juin 1999 qui ordonnait que leur soit tr yougoslave en échange de l'arrêt des bombardements, de faire régner l'c Kosovo et de faciliter le retour de TOUS les réfugiés. A l'aune de ses mission occidentale dans la province serbe est donc un criant échec, sa d'amélioration ni de désengagement. Il est peu probable que l'arrivée a parlé de retirer les troupes US, ou celle de Kostunica, qui souhaite c a toujours refusé de rencontrer Kouchner, changent fondamentalement les problème.

Monténégro

Djukanovic, président de la petite république monténégrine, encore form Serbie au sein de la République fédérale de Yougoslavie, ne cache plus

déclarer l'indépendance au cours des prochains mois. Sentant le vent le changements à Belgrade, il a décidé de hâter les choses en organisant u fin juin, ce qui a entraîné la chute de son gouvernement et des électric prévues en avril. Contrôlant étroitement la quasi totalité des médias e policier prolifique (1 policier pour 20 habitants !), Djukanovic est de tableaux. Mais l'Occident a moins besoin de lui que du temps où il mena de la fédération. Si l'Allemagne semble persévérer dans son souhait de totalement la Yougoslavie, la nouvelle administration US paraît prendre projet d'indépendance, craignant ses effets déstabilisateurs sur la Bos L'Italie y est franchement opposée et serait sur le point de lancer un contre le président monténégrin, l'accusant d'être un des principaux or contrebande de cigarettes en Europe et d'offrir sa protection à de gros italienne.

Milosevic

Reste le sort à réserver au vaincu, et aux autres inculpés dont la tête Tribunal pénal international de La Haye. Cet enjeu testera la capacité aux diktats de l'Occident, en particulier ceux des États-Unis qui ont n aide et tout accès aux crédits internationaux si la coopération entre E pas bientôt jugée « satisfaisante ». Si la population serbe est massive l'extradition de Milosevic, les nouvelles autorités, tant fédérales que divisées. Alors que son ministre de la Justice exprime ouvertement sor l'ancien président à La Haye, le Premier ministre serbe, le très peu p pragmatique Djindjic, juge une telle option actuellement « irréaliste » soumission au TPI est et reste Kostunica, qui n'a jamais caché le dégo cour créée et financée par Washington. Il propose, à sa place, des « c sur le modèle sud-africain et des jugements des criminels de guerre dar Mais le président fédéral dispose de peu de pouvoirs et de compétences, questions de justice, et le départ du Monténégro pourrait bientôt le tr état virtuel. Ses principales cartes face aux immenses pressions des C certains de ses ministres sont son autorité morale et l'immense soutier population. L'avenir dira si entre l'autisme du régime précédent et les mondialisation politico-juridique, une troisième voie est possible...

Georges Berghez

L'enclave russe de Kaliningrad : nouvelle l'OTAN ?

La Pologne et la Lituanie, anciens membres du Pacte de Varsovie, ont de européenne de préparer, sous l'égide de l'ONU, une commission d'observa russe de Kaliningrad : ces deux gouvernements affirment que la Russie t

arsenal d'armes nucléaires et parlent de danger pour leur sécurité. Cet trouve entièrement entourée de pays qui veulent entrer dans l'Union eur sont déjà en partie intégrés dans l'Otan. Cette information sur les tra russes provient de la presse nord-américaine qui y voyait une riposte c l'élargissement de l'OTAN vers l'est de l'Europe. Elle a été fermement gouvernement russe.

Cette dénonciation intervient peu de temps après l'affaire du « Kursk l'état-major de l'armée russe a mis en cause la possible responsabilité l'accident qui a provoqué la perte d'un sous-marin très moderne et de l pas accusé directement les navires américains et britanniques qui se tr parages du Kursk de l'avoir coulé, mais il a émis ouvertement cette p russe faisait des manœuvres importantes dans la mer de Barents, en vue après une absence de quinze ans, pour faire face aux déploiements de la nord-américaine depuis les guerres du Golfe et de Yougoslavie.

Sous des apparences diplomatiques et feutrées, c'est une situation digr guerre froide qui se dessine. L'OTAN a besoin d'une insécurité et d'une pour maintenir en état d'alerte les états-majors des pays membres, pour d'armements tous azimuts, pour justifier son expansion et la préparatic

Claudine Pôl

Bombes atomiques toujours présentes en Belgique : mobi pour une inspection de la base nucléaire de l'OTAN à K le 16 avril 2001

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), suite à des négoc 1948 entre Bevin et Truman, a créé une alliance exclusivement défensive avril 1949 à Washington. Elle stipule que, si l'un des signataires étai devaient, selon des modalités spécifiques, lutter contre l'agresseur.

Le 25 juin 1950, la Corée du Nord envahit la Corée du Sud où des rébell sont manifestées contre le dictateur de droite. Suite à l'intervention par les États Unis, la riposte chinoise faillit déclencher une guerre n généraux dont MacArthur et son successeur Ridgway voulaient utiliser de atomiques principalement contre des villes chinoises et nord coréennes.

La guerre de Corée a relancé la course aux armements et le renforcement déploya dès 1953 des quantités considérables d'armes nucléaires tactiqu se dota d'un commandement intégré permanent.

La mort de Staline en 1953 écarta l'éventualité d'une attaque soviétiqu qui aurait mis un terme à l'installation de bases aériennes nucléaires zones stratégiques de l'URSS.

De 1950 à 1955 la guerre froide atteignit des sommets dignes d'une schi
Le réarmement de l'Allemagne, autorisé par son intégration au traité de
était devenu le cauchemar de l'Union Soviétique. La guerre froide alla
des bas, mais de façon constante l'armement nucléaire tactique et strat
développer de façon démentielle sur terre (missiles), dans les airs (k
(sous-marins, bateaux de surface).

Aujourd'hui encore, 10 ans après la fin de la guerre froide, l'armement
considérable malgré le Traité de Non Prolifération (TNP) signé et ratif
membres des Nations Unies (Exceptés Israël, Inde, Pakistan et Cuba), le
II et bien d'autres résolutions votées au sein d'instances internationa

L'OTAN maintient en Europe 15 bases nucléaires munies d'abris souterrai
bombes B-61 équipées d'un dispositif de quatre niveaux de puissance exp
0,3 et 170 kilotonnes de TNT (Trinitrotoluène). Kleine Brogel avec ses
probablement détenir une dizaine de bombes B-61, soit une puissance exp
kilotonnes correspondant à 10 Hiroshima!

Selon son nouveau concept stratégique devenu plus agressif et adopté au
Washington en avril 1999, l'OTAN continue à imposer la dissuasion nuclé
7 pays membres de l'Alliance, au mépris le plus total du droit internat
l'avis de la Cour Internationale de Justice de La Haye prononcé en juil
En outre les États Unis et la Belgique sont en infraction avec les arti
interdit à une puissance nucléaire de déployer des armes nucléaires sur
pays, nucléaire ou non, et pour ce dernier d'accepter un tel transfert.

La visite à Kleine Brogel poursuit plusieurs objectifs :

1) rappeler l'existence de la base nucléaire de l'OTAN en Belgique et c
d'une dizaine de bombes B- 61 ainsi que de F-16 chargés de missions nuc
Premier Ministre refuse de reconnaître!

2) dénoncer le non respect de l'article 2 du TNP par la Belgique : un p
peut pas accepter le déploiement d'armes nucléaires, en provenance d'ur
nucléaire, sur son territoire.

3) dénoncer le non respect de l'article 1 du TNP par les États Unis: ur
peut pas déployer des armes nucléaires sur le territoire d'un autre pay

4) exiger de la Belgique le respect de l'article 2 du TNP, c'est -à- di
Kleine Brogel aux États Unis.

5) La Belgique, siège de l'OTAN, doit réclamer de la part de l'Alliance
également par l'avis de la Cour Internationale de Justice en juillet 19

6) Le gouvernement belge et plus particulièrement son premier Ministre
leurs obligations vis-à-vis de l'Alliance atlantique si cette dernière
de l'article 1 du TNP.

Dans le cadre du réseau international ABOLITION 2000 qui comprend plus

associations dans le monde dont 70 en Belgique, l'Association des Étudiants pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (AEPGN), Alerte OTAN, le MCP, l'Association pour la Paix, la Lai, l'Association "R" et bien d'autres associations se réuniront à Kleine Brogel le 16 avril 2001. Nous espérons que le CNAPD et plusieurs partis participeront à cette action dont nous attendons un impact médiatique.

Plusieurs participants franchiront les clôtures du site de Kleine Brogel pour protester contre les armes de destruction massive. Nous demandons aux magistrats belges de rendre un jugement prononcé par la Shérif Margaret Gimblet qui, le 22 septembre 1998, a déclaré que les armes nucléaires sont illégales. Elle a neutralisé le matériel informatique contrôlant les fusées nucléaires Triumf. Le jugement Margaret Gimblet a invoqué l'avis de la Cour Internationale de Justice qui a déclaré que les armes nucléaires sont illégales. Elle incrimine donc le gouvernement belge de ne pas recourir à la dissuasion nucléaire. En cas de jugement nous rappellerons les citoyens à Nuremberg qui engage les citoyens à s'insurger contre leurs gouvernements comme des criminels de guerre en puissance.

En conclusion les mouvements pacifistes se doivent de soutenir l'action organisée par plusieurs années par "Forum voor Vredesaktie" et "Voor Moeder Aarde" de débarasser des armes nucléaires déployées par l'OTAN.

Seule une participation massive nationale pourrait faire bouger le gouvernement belge et faire pression sur l'OTAN et qui invoque indéfiniment ses obligations vis-à-vis de l'Alliance.

Les candidats participant à la visite de Kleine Brogel pourraient déjà avoir adopté ce comportement le 16 avril 2001:

- Je participerai comme sympathisant,
- Je participerai activement, c'est-à-dire que je me propose de franchir les clôtures,
- Je ne pourrai pas participer mais soutiens financièrement l'opération,
- Je ne pourrai pas participer mais diffuse l'invitation.

Un Comité Organisateur se propose de prévoir un service de cars pour le 16 avril 2001.

Pour tous renseignements, contacter Pierre Piérart, 74 avenue de Flérorp, 7000 Mons et Fax 02/3761093 ou 15, rue de la Halle, 7000 Mons au siège de l'AEPGN
-Fax 065/373732

ou encore : pierre.pierart@umh.ac.be
